

126. Une économie « verte » pour une géographie à mourir de rire

6 août 2010

Tous les régimes démocratiques, *par nature*, sont myopes. Ce ne sont ni les autocrates ni les monarchistes qui le disent, mais les meilleurs des démocrates eux-mêmes, à commencer par Tocqueville. En effet, dès qu'il s'agit d'engager une action à long terme - comme aujourd'hui l'avenir du climat ou la démographie -, les démocraties sont rarement capables de choisir entre les intérêts à court terme des élus et les intérêts à long terme de la nation (la nation, expérience collective inscrite sur un territoire et dans une histoire). L'État fort - quelle qu'en soit la forme - est depuis toujours l'antidote au court-termisme démocratique puisque, *par nature*, l'État doit être le garant de la perpétuation de la société. Bien plus qu'un régulateur, il est un « prolongateur de patrimoine », le patrimoine étant conçu comme un bien de l'avenir plus que comme le produit du passé.

La myopie des démocraties est-elle corrigible ? Non. La préférence pour le présent, déjà dénoncée par Condorcet, est une faiblesse congénitale, issue de comportements dictés par les rythmes électoraux, qui produisent plus de « politiciens » que d'« hommes d'État ». La volonté populaire du moment, versatile, a-t-elle le droit de se donner des chaînes pour « préparer l'avenir » de ceux qui, peut-être, les trouveront importunes, comme le développement durable ? Cela fait toujours débat. Les démocraties seraient-elles capables de gérer dans l'urgence des crises qu'elles n'ont pas su prévenir ? Il y faut de la chance ou, parfois, un « homme providentiel » (l'imprévoyance démocratique et la providence, beau sujet de devoir à sciences-po). La délibération collective nécessaire ne ralentit-elle pas à l'excès la prise de décision ou ne l'« amollit-elle pas », afin qu'une majorité du peuple (opinion publique + représentants) finisse par y adhérer ? Certes. Le bicamérisme a été une réponse, la sagesse du Sénat corrigeant le primesaut intéressé des députés. La création de corps intermédiaires (syndicats, associations, guildes... voire partis) en a été une autre, pour rendre les réponses individuelles moins génératrices de désordre et moins susceptibles de manipulations - au prix d'un poids excessif du corporatisme et du panurgisme -. Une réponse de même sens a été proposée dans le « Parlement des objets » par Bruno Latour ou le « Nouveau Sénat » par Dominique Bourg. Sera-t-elle suffisante pour contrebalancer le « court-termisme » électoral ? Les débats à propos du climat et l'absence de débat sur la démographie montrent assez que non. Qui a raison ?

En cette fin de juillet 2010 (30.07.2010, p.22), au moment même où son actionnaire principal émigre (ou immigre ?) en Israël - vive la gauche démocratique et nationale ! -, voici que le quotidien *Libération*, nous gratifie d'un discours abracadabrant. Ce fleuron de la presse occidentale, où la parole est (presque) libre, ouvre ses colonnes à un certain Jean Matouk (un pseudo ? on l'espère) qui se dit économiste. Ce comique involontaire offre au monde entier un bel exemple de délire démocratique autoritaire et « vert » de surcroît. Son discours farfelu mérite d'être relevé, d'autant plus, dit Google, qu'un Jean Matouk né en 1937 aurait l'habitude de se faire publier dans *le Monde*, *Libé*, *La Tribune*, journaux réputés sérieux. S'agirait-il ici d'un usurpateur ? Quoi qu'il en soit, merci *Libé* de nous offrir en ce triste été cette pinte de bon sang ! Ce Matouk se déchaîne en faveur d'une croissance minimale pour répondre aux besoins sociaux : une croissance ralentie, « soutenable », qu'il nomme dans un éclair de bon sens une « utopie directrice ». Elle pourrait devenir acceptable, lance-t-il sans prudence, pour des « gouvernements un peu moins hantés par la prochaine élection ».

Voici que dans ce court membre de phrase, il met à bas tout l'édifice de la démocratie électorale à l'occidentale ! N'aurait-il pas compris que des élections sont faites pour être

gagnées ? Quel qu'en soit le prix ! Serait-il un jospiniste ? Il va plus loin encore. Plus même que la démocratie occidentale, c'est la sélection naturelle que notre économiste remet en cause. Survivre, tel est l'impératif de tout être vivant, à n'importe quelle condition, dès qu'il se trouve en péril. Et par conséquent l'impératif de toute institution humaine, sous peine de dissolution entre le marais des « perdants » et la bouillie des « naïfs ». Seul le danger qui s'éloigne permet de tenir en laisse la cruauté. Le risque de perdre (la vie ou les élections) devient-il majeur ? Tous les moyens sont bons. Pour la vie, c'est marcher sur les femmes et les enfants tombés à terre lors de l'incendie du Bazar de la Charité. Pour les élections, c'est procéder à un coup d'État lorsqu'il est possible. Dans les faits, la démocratie se mesure uniquement à la puissance de ses garde-fous. Bien des démocrates savent les ronger peu à peu pour gagner quelques voix, d'autres font profession de les contourner tout en déclarant à la télévision qu'ils les respectent à la lettre - dans l'esprit, personne n'ose leur demander des comptes. Le courage politique a des limites électorales.

Une fois trouvé ce « gouvernement un peu moins hanté par la prochaine élection » (où donc, mais où donc, on veut le voir, crie le peuple !), l'économiste Matouk se lance dans de cocasses invocations qui feraient sangloter de désespoir des millions d'isbas, de chaumières, de favelles, de bidonvilles... et mourir de rire tous ceux qui espèrent bien continuer à tirer de notre « terre patrie » (E. Morin) le maximum de ce qu'ils peuvent engranger, si les uns savaient lire et les autres apprenaient à oublier de compter.

Les choses sont si simples, dit Matouk ! Voyons donc ! Il suffit de « se donner les axes d'une croissance durable » ! Les axes, pas les moyens. Des exemples ? À foison, au point d'en devenir « hénéurme ». Enseigner de force à tous les enfants du monde qu'ils doivent respecter la nature. Modifier sur le champ toute mauvaise habitude de consommation. Calculer à l'avance le bilan des ressources et des effluents, des productions utiles et des déchets superflus. Créer et faire appliquer une fiscalité autoritaire pour « taxer le carbone ajouté », partout dans le monde bien entendu, sans protestation ni murmure. Cesser de transporter l'énergie, notamment électrique, loin des lieux de production, alors qu'il serait si facile, s'pas, que chacun pédalât auprès d'une dynamo, comme pompaient les Shadoks. Produire partout de l'énergie locale en ayant le moins possible recours à l'électricité des centrales (cela fera sans doute des emplois dans la bougie et des journées de vingt heures ?). Au lieu de multiplier les échanges, relocaliser les productions, en premier celles des aliments : rien de tel que les « jardins ouvriers » près des villes, dans les friches industrielles et même sur les toits des immeubles en hauteur ! Court-circuiter les réseaux commerciaux qui étranglent les agriculteurs ruraux. Réintroduire dans les pays pauvres les cultures vivrières et supprimer les cultures d'exportation (ils vont aimer, les producteurs de pavot et de coca !).

Il est évident que tout l'irréalisme qui précède devrait s'accompagner de mesures drastiques (et démocratiques ?) du même acabit. Sans chercher à savoir qui les prendrait, ces mesures (et pourquoi, et comment, dans chacun des 200 États qui se partagent notre terre-patrie), l'économiste « écocitoyen » se lâche. Il faut (*n'y a qu'à, faut qu'on...*) contraindre les gens à habiter sur leur lieu de travail (l'usine-maison, ou la maison-usine, certains peuples ont déjà donné !). Repeupler les déserts ruraux en réduisant les transports privés comme publics (sic !) au moyen d'une « irrigation » informatique, étatique et de haut débit (chacun dans sa niche et plus un mot !). Ça, c'est de l'hydropolitique (à enlever). Urbaniser densément et d'autorité en supprimant le « mitage » des maisons familiales à nains de jardin et en rétablissant cultures maraîchères et élevage domestique. Supprimer le paiement à l'acte dans le système de santé et le remplacer par une « capitation » (taxe ? impôt ?). Généraliser l'instruction obligatoire de l'hygiène de vie (*gare aux obèses - è - è - è - è - è - zes*, chantait Brassens). Séparer sans pitié

recherche et production de médicaments par une imposition d'État. Exclure du marché toute la production culturelle. Et vlan !

Ayant ainsi créé une société mondiale nouvelle à laquelle chaque État adhérera avec enthousiasme - enfouissant, on se demande bien où, toutes les armes, les avions, les tankers, les usines d'armement et d'automobiles, les aciéries, etc. - Jean Matouk se rend compte *in fine* que « l'application de ces principes aurait une conséquence probable : un taux de croissance ralenti ». Quelle clairvoyance soudaine ! « Une croissance sobre, bonne pour l'atmosphère, mais quid de l'emploi ? ». Tiens ! Le voilà qui descend de l'éther pour tomber sur les humains ! Ouf ! Il était temps de s'en soucier, de ces enfants gâtés bien moins malheureux que *la nature*, qui souffre tant que tous les Matouk du monde doivent se donner la main pour la sauver, la pôvre ! Eh bien cette chose-là est simple aussi, enfantine à régler, dit-il : il suffit de réduire drastiquement les inégalités pour financer le social ! Euréka ! Bon sang, mais c'est bien sûr ! Prendre aux riches pour donner aux pauvres. La redistribution des revenus financera l'investissement, donc l'emploi ! Et voilà ! L'affaire est dans le sac, le tour est joué ! Vive Matouk ! Matouk au pouvoir ! Matouk à la gouvernance mondiale ! Il trouvera bien, cerise sur le gâteau, le moyen d'empêcher les riches d'imposer à la planète leur « modèle » *gaspillatoire* de consommation ! La croissance durable sera la réduction des inégalités ou ne sera pas !

Pour l'aider dans sa prochaine campagne électorale, Cassandre se propose de prendre en charge deux domaines : le sport et le tourisme. Le sport entraîne de constants et abusifs déplacements de millions de gens d'un endroit à un autre, à pied, à cheval, en voiture, en TGV, en Boeing-Airbus, à propos de futilités, *circenses*, aux dépens du *panem*, pour des rencontres, matches, meetings, trois mots synonymes que l'on supprimera par mesure d'économie. Les gens s'affronteront sans sortir de chez eux. Ils seront tous les meilleurs ! Les sportifs ont disparu, enfin ! La nature respire, le cheval broute les haies des *steeple-chase*, le cheval-vapeur tond les pelouses et cesse de rugir en rond dans les anneaux de vitesse, l'arbitre cesse de crier Federer quinze et de siffler Iniesta *gol*, le préparateur physique redevient kiné, le sponsor fabrique du biodégradable au lieu de niquer la foule (*Nikè*, la victoire), le public démantèle les stades et se sert des sièges pour bâtir ses cabanes, les remonte-pentes font transhumer les moutons pour épargner leurs papattes, les drailles sont reboisées pour éviter la mésaventure du tueur de rats tueur d'abeilles malades comme dans *le Mont Analogue*, tous les millions de musculeux devenus inutiles dans ce domaine carbonivore qu'est le sport de haut niveau sont réaffectés dans les services sociaux de demandeurs d'emplois, de cuisiniers de soupes populaires et d'infirmiers psychiatriques. Il risque d'y avoir effectivement du travail dans ce dernier domaine...

Dans le tourisme, les choses sont encore plus faciles à régler. D'abord, plus jamais besoin de statisticiens pour compter les nuitées. Plus jamais de nuitées, puisque plus d'avions pour remplir les chambres. Plus de chambres, réaffectées aux pauvres des isbas, favelles et bidonvilles en auto-entretien à l'huile de coude, faute d'eau de Javel. Les paquebots de croisière aux sans-papiers et à la Sonacotra ! Que d'économies ! Quel retour à une nature saine et libre ! Rousseau a fait à pied, jadis, Genève-Paris ! En avant tous vers Compostelle (vers Jérusalem non, ça peut mal tourner, ni vers Alger, il y a trop de mouches) ! Sous les Tropiques et même en Bretagne, des plages toujours propres, du vent dans les voiles et les voiles au port, pas de pêche hauturière, retour aux coquillages de récolte pedestre. Gauguin bloqué à Pont-Aven, Loti à Rochefort, Segalen dans sa bâtisse. Plus besoin de musées ouverts au public, donc de gardiens, donc d'alarmes, donc de voleurs commandités par les riches collectionneurs (y aura plus de riches, ils auront comblé le trou de la Sécu). Chacun verra

chez soi la Joconde en 3D et, en version colorisée, les reportages anciens et recyclés sur Venise, Bali, Ayers Rock, Istanbul et le Grand Canyon (à condition de pédaler auprès de la dynamo). Plus jamais de ministres à Bangkok, de blondes chez les noirs (de cheveu ou de peau) et de noires chez les blonds, de réseaux mafieux en tous genres, de douaniers, plus du tout de sida. Enfin, grâce à Matouk, une humanité de *mens sana in corpore sano*, de « fais ce que dois ! », de préservatif mis définitivement à l'index. Vive l'avènement du touriste durable ! Alleluia ! Et si jamais le démon du tourisme pollueur n'était pas achevé après un tel traitement, il resterait, comme le disait un géographe dans le dernier numéro paru à Paris de la revue *La GéoGraphie*, à suivre l'exemple de Robert-Louis Stevenson lors de son *Voyage dans les Cévennes avec un âne* : un excellent moyen de s'épargner la compagnie de sots.

Cassandre

Voir l'article de [Libération](#)